

Dans un contexte marqué par l'incertitude le Honduras s'achemine vers des élections générales



Par María Josefina Arce

Avec un panorama marqué par la violence et par la pauvreté, avec 60% de la population vivant dans la misère, les élections générales, un processus entouré d'une grande incertitude, se tiendront au Honduras le 26 novembre prochain.

La grande attente de cette consultation est l'aspiration de l'actuel président Juan Carlos Hernández, du Parti Nacional, à la réélection, une possibilité qui n'est pas prévue par la Constitution de ce pays centraméricain.

Cependant, en 2015 la Cour Constitutionnelle a déclaré recevable un recours présenté par un groupe de députés du parti au pouvoir pour annuler l'interdiction que prévoit la Constitution.

Cependant, l'opposition considère que la Cour Constitutionnelle manque d'attributions pour modifier ce que stipule la Constitution et qu'elle est sous contrôle de l'exécutif.

Rappelons que pour retourner au pouvoir, en juin 2009, la droite a promu un coup d'état parlementaire contre le président légitime de l'époque Manuel Zelaya, brandissant comme prétexte les intentions de celui-ci de convoquer une consultation populaire pour réformer la Constitution et permettre la réélection présidentielle.

Mais l'actuel président est disposé à rester à la tête du pays, bien qu'il n'ait pas été à même, durant ces années, d'élaborer une politique économique ayant pour but de satisfaire les besoins les plus pressants des Honduriens.

Pour empêcher la victoire du parti au pouvoir, plusieurs partis de l'opposition ont rassemblé leurs forces et nommé un candidat unique. C'est ainsi que le Parti Libre a décidé de former une alliance avec les organisations politiques Unité Sociale Démocrate et Innovation, désignant comme candidat Salvador Nasralla.

Le troisième candidat à la présidence est Luis Zelaya, du Parti Libéral et professeur d'université.

Pendant ce temps, l'on a mis en cause la légalité du Tribunal Suprême Électoral et du Registre National des Personnes car ils n'ont pas les données mises à jour du Recensement National Électoral lequel, selon des dénonciations, maintient comme ayant le droit de vote presque un million de personnes décédées.

D'autre part, le Parti Libéral, d'opposition, a signalé que l'entreprise « Mapa Soluciones (Carte Solutions), chargée de la transmission de données du Tribunal Suprême Électoral, a des liens avec le Parti National, au pouvoir, ce qui fait planer plus de doutes encore sur l'organe recteur des élections.

Avec ce panorama, plus de 6 millions de Honduriens sont habilités pour élire, le 26 novembre prochain, un président, 128 députés, 298 maires et 20 représentants au Parlement Centraméricain.

La majorité des Honduriens demandent des propositions concrètes et des élections transparentes car ils ont vu comment, ces dernières années, le gouffre séparant riches et pauvres est devenu plus grand encore dans un pays dont le gouvernement dit qu'il a connu une croissance économique, mais qui est chaque jour plus inégal et où la majorité de la population vit dans la pauvreté.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/147441-dans-un-contexte-marque-par-lincertitude-le-honduras-sachemine-vers-des-elections-generales>



Radio Habana Cuba